



**Groupe thématique
sur le développement
rural et la sécurité
alimentaire**
Création: 1997

MEMBRES

Nations Unies: BIT, CEPALC,
FAO, OMS, ONUDI, ONUSIDA,
PNUD, UNESCO, UNICEF.

Activités précédentes:
Élaboration d'initiatives de
suivi au Sommet mondial de
l'alimentation.

Uruguay



FIDA/G.BIZZARRI

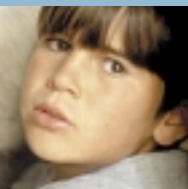
Formation d'alliances avec la société civile

La société civile – organisations d'agriculteurs, instituts de recherche, syndicats, associations de consommateurs et universités – est constituée de partenaires fondamentaux dans la lutte contre la pauvreté et la recherche de la sécurité alimentaire. De par le monde, plus d'un tiers des Groupes thématiques du Réseau est associé à des représentants de la société civile, en vue de poursuivre des objectifs communs.

Mais de quelle manière la participation de la société civile est-elle encouragée et soutenue?

En Uruguay, le Groupe thématique – qui ne comprend que des partenaires des Nations Unies – a engagé le dialogue avec la société civile afin de tenter de partager des projets, des expériences et des stratégies qui fonctionnent pour le développement. Le Groupe a utilisé une démarche en deux temps: réaliser un atelier et entreprendre une mission sur le terrain afin de déterminer les besoins locaux de projets conjoints de développement.

Le Groupe thématique a organisé un Atelier national relatif aux alliances utiles à la sécurité alimentaire et au développement rural durable (Montevideo, 30 mai 2001) avec la Fédération des coopératives agricoles, un syndicat de producteurs de denrées alimentaires fortement représenté dans le pays et le Centre d'études, d'analyse et de documentation de l'Uruguay (CEADU), une ONG dont le travail dans le secteur alimentaire inclut la défense de l'agriculture biologique. Lors de cette réunion, les participants des Nations Unies et des organisations de la société civile ont analysé l'état de l'insécurité alimentaire dans le pays, ont évalué des études de cas en mettant l'accent sur les expériences et les stratégies des producteurs agricoles nationaux, ont débattu des éléments communs et des synergies qui existent entre acteurs dans le pays et ont examiné les façons et les moyens de faire participer à part entière la société civile au développement. Cet atelier a favorisé les discussions sur les





diverses questions qu'il convient d'aborder lorsque l'on s'intéresse à la sécurité alimentaire (habitudes alimentaires des consommateurs, production vivrière et réseaux d'approvisionnement, nécessité de divulguer et d'encourager les meilleurs procédés pour contracter des alliances avec tous les secteurs de la société).

A l'issue de la réunion, il a été notamment recommandé de créer en Uruguay une instance entre les diverses parties prenantes de la sécurité alimentaire et du développement rural, qui servirait de mécanisme de coordination entre les organismes du système des Nations Unies et les ONG et les organisations de la société civile et devrait prévoir une stratégie et des actions en vue de contracter des alliances utiles entre les partenaires. Les participants ont nommé à cet effet la Fédération des coopératives agricoles (CAF) et le Centre d'études, d'analyse et de documentation de l'Uruguay (CEADU), coordonnateurs nationaux des ONG et des organisations de la société civile. En outre, les participants de la société civile ont accepté de devenir membres du Groupe thématique en Uruguay ou de participer activement à ses travaux futurs et ont insisté sur le fait que les prochains ateliers devraient tenter de faire participer les institutions gouvernementales. Le Groupe gouvernemental a préparé un CD-Rom, qui contient les exposés présentés au cours de l'atelier, les études de cas, les conclusions et les recommandations, ainsi que des informations complémentaires sur les questions concernant le développement rural et la sécurité alimentaire en Uruguay. Il sera distribué au plan local, régional et national.

Le Groupe thématique encourage la participation de la société civile nationale à ses réunions, mais il commence aussi à contacter la société civile par des activités de terrain. En juin 2001, par exemple, les membres du Groupe thématique se sont rendus

dans la province de Tacuarembó, l'une des zones les plus démunies de l'Uruguay, pour entreprendre une évaluation sur le terrain des priorités du développement des communautés locales et des programmes en cours et prévus. Ce Comité informel a engagé des entretiens avec les autorités locales – notamment le gouverneur de la province de Tacuarembó, et des assistants sanitaires et sociaux – afin de déterminer les domaines de coopération envisageables entre le système des Nations Unies et les partenaires locaux, en tenant compte des avantages comparatifs de chaque acteur.

Tous les partenaires sont convenus que le thème idéal pour un projet de développement conjoint devrait porter sur un projet pilote d'école rurale à Caraguatá, une zone où la population est très dispersée, dans l'est du Tacuarembó. Par ce choix, le Groupe vient compléter et appuyer les efforts déjà existants de développement des Nations Unies et d'autres partenaires (un réseau de services de santé introduit par l'OMS pour lutter contre une maladie parasitaire endémique "Chagas" qui sévit dans les foyers, un projet de logements de l'UE ainsi que des relations de travail avec l'UNESCO).

Un autre voyage dans la région a été effectué par une équipe interinstitutions, en vue de rédiger un rapport préliminaire en collaboration avec les autorités locales. Ensuite, une réunion des organismes du système des Nations Unies a fait le point avec les partenaires sur l'état du projet pilote et établi la contribution exacte de chaque organisme pour l'aide technique conjointe et la coopération.

Parallèlement, le Groupe thématique a pris des contacts avec les gouverneurs des autres provinces, en Uruguay, pour examiner la possibilité de recommencer ailleurs ce qui a été fait dans le Tacuarembó.

Travail en réseau avec la société civile en Amérique latine et dans les Caraïbes

Le modèle de l'Atelier national sur les alliances utiles pour la sécurité alimentaire et le développement rural durable n'est pas propre à l'Uruguay. En effet, les Groupes thématiques nationaux affiliés au Réseau en Amérique latine et dans les Caraïbes, comme ceux du Costa Rica, de la Colombie, du Mexique, du Nicaragua et du Pérou, ont utilisé des instances similaires pour établir un dialogue et commencer à travailler en réseau avec la société civile afin d'œuvrer en commun pour le développement.

Dans toute l'Amérique latine, les Groupes thématiques du Réseau continuent activement à encourager la société civile à donner son opinion et à participer de diverses manières au suivi du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. En Équateur, par exemple, le Groupe thématique a participé à la rédaction d'un projet de Stratégie nationale sur la sécurité alimentaire avec la participation d'un grand nombre d'acteurs (agriculteurs, groupes de défense des droits des populations indigènes, membres du Parlement). Une fois approuvé, le texte sera incorporé au Plan de développement national – Équateur, horizon 2025. En Bolivie, le Groupe thématique a entrepris une recherche sur la conception du développement rural par les différents acteurs – notamment la société civile – dans le pays qui sera discutée et complétée par ses membres.

